

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 26 Février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BOUYER LEROUX SA

30 rue de la Tuilerie
BP 4
85570 Saint-Martin-des-Fontaines

Références : D 23.0468

Code AIOT : 0006302382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2023 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 Saint-Martin-des-Fontaines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 Saint-Martin-des-Fontaines
- Code AIOT : 0006302382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine BOUYER LEROUX emploie environ 110 personnes sur son usine de Saint Martin des Fontaines. Elle est spécialisée dans la fabrication de tuiles et briques par cuisson dans des fours d'argiles provenant de ses carrières situées dans un secteur proche. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 12 mars 2008.

L'inspection a principalement porté sur l'accompagnement du bureau d'étude chargé d'effectuer les mesures de bruit.

Les derniers travaux d'insonorisation ont été également vus, permettant également de voir que le niveau d'activité de l'usine pour cette campagne de mesurage était optimal.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de bruit

- Suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2022
- Consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Analyse des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	
2	Valeurs limites d'émergence bruit	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 6.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.1.1	Sans objet
5	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 7.2.1	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 2.3.1	Sans objet

En outre, le mur de séparation avec le cimetière communal, et longeant la piste passant devant zone de préparation des argiles, est très fortement abîmé. Cette piste se trouve en contre-bas de ce mur.



Une haie de sapins est positionnée sur la partie haute du mur qui subit la poussée des terres et des racines de ces arbres. Un autre mur d'enceinte du cimetière est positionné juste après ces arbres.

Des travaux de confortement apparaissent nécessaires pour ce mur, qui nécessiteront l'abattage des arbres, ce qui va accentuer le ressenti visuel depuis le village voisin. Des mesures compensatoires devront être mises en œuvre.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant ne respectait pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 mai 2022 :

- Les émissions en composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) en sortie des fours de cuisson de l'usine ne respectent pas le seuil fixé à 20 mg/Nm³, même en tenant compte d'un taux d'oxygène de 18%. La demande de l'exploitant pour réhausser ce seuil de rejet n'est pas validée par l'inspection car elle se heurte à l'application des meilleures techniques disponibles définies dans un guide européen.

- Les résultats du contrôle sonore effectué montrent au moins un point d'émergence de bruit non respecté.

De ce fait, l'inspection constate le non-respect de l'arrêté de mise en demeure du 24 mai 2022, et propose au préfet des sanctions administratives.

D'autres remarques sur les consommations d'eau et sur la clôture ont été effectuées, et devront faire l'objet de réponses de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, air

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 23/03/2022

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2023

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

Installation	Concentrations instantanées en mg /Nm3		
	Systèmes d'aspiration centralisée (art 3.1.5.)	Séchoirs	Fours de cuisson
poussières	10	20	20
Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre)	Sans objet	300	300
Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote)	Sans objet	250	250
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	Sans objet	30	30
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF)	Sans objet	composés gazeux : 5 ensemble des vésicules et particules : 5	composés gazeux : 5 ensemble des vésicules et particules : 5
COV (en C total)	Sans objet	20	20

Constats :

Lors de la visite précédente, l'inspection avait constaté que l'exploitant avait transmis un rapport d'analyses effectuées du 08 au 11/02/2021 sur les rejets atmosphériques. Ce rapport indiquait quelques dépassements en concentration (pas sur les flux) :

* Four U2

- HCL : 35,5 mg/Nm³ > 30

- HF : 8,4 mg/Nm³ > 5

* Four U5

- COVnm : 87,8 mg/Nm³ > 20 (et COVt=183 mg/Nm³)

Ces dépassements en concentration avaient fait l'objet d'une mise en demeure du 24 mai 2022.

L'exploitant a effectué de nouvelles analyses en février 2022, complétées par des analyses en juillet 2022 sur le four U5.

Ces analyses 2022 indiquent les résultats suivants:

* Four U2 :

- HCl : 19,2 mg/Nm < 30

- HF : 2,3 mg/Nm³ < 5

* Four U5

- COVnm : 100 mg/Nm³ toujours au delà des 20 mg/Nm³

L'inspection a attendu les résultats des analyses effectuées du 6 au 8 novembre 2023 pour statuer sur ce constat. Ces résultats réceptionnés le 2 février 2024 confirment certains dépassements:

* Séchoir U3:

- Poussières : 49,1 mg/Nm³ > 20

* Four U3 :

- COVnm : 59,8 mg/Nm³ > 20

- Poussières : 59,3 mg/Nm³ > 20

- HCl : 73 mg/Nm³ > 30

* Four U5 :

- COVnm : 149 mg/Nm³ > 20

Les résultats montrent une variabilité des résultats pour certains paramètres polluants. Les COVnm restent toutefois supérieurs au seuil fixé de 20 mg/Nm³.

Dans un dossier transmis le 26 janvier 2023, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet des éléments demandant une réhausse des valeurs limites sur ces COVnm (composés organiques volatils non méthaniques) à 110 mg/Nm³, et une révision du taux d'oxygène à 18% applicable aux mesures réalisées.

Le dossier du 26 janvier 2023 ne peut pas être validé par l'inspection. Le seuil de 20 mg/Nm³ reste donc applicable, et l'exploitant ne respecte pas l'arrêté préfectoral de mise en demeure pour les rejets en COVnm.

Ce constat fait donc l'objet d'une proposition de sanctions administratives.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 2 : Valeurs limites d'émergence bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 23/03/2022

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

date d'échéance qui a été retenue : 24/05/2023

Prescription contrôlée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

La campagne de mesure du bruit réalisée le 09/08/2021 a montré des émergences non respectées. Sur cette base, et suite à la visite du 23 mars 2022, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 24 mai 2022 de revenir dans à un niveau de conformité sur le bruit.

Pour la recherche des causes de ces émergences, l'exploitant s'est appuyé sur un bureau d'étude, et a lancé plusieurs travaux importants qui ne se sont terminés que récemment:

- Installation d'un silencieux à bulbe + coude insonorisé en toiture pour la sortie de l'aspiration de la zone de préparation des terres
- Déplacement ventilateur air sciure U3 à l'intérieur de l'usine avec caisson insonorisé
- Gainage rejet d'air U3
- Gainage rejet d'air U5

L'inspection a pu vérifier les travaux réalisés, ainsi que le fonctionnement de l'ensemble de l'usine (fonctionnement des usines U3 et U5, et de la zone de préparation des terres).



La visite d'inspection s'est effectuée en présence du bureau d'étude Venatech chargé d'effectuer les mesures acoustiques. En particulier, des sonomètres ont été implantés chez des riverains concernés par la zone à émergences réglementées.

L'usine ne pouvant pas être arrêtée, le bureau d'étude a aussi choisi un emplacement représentatif du bruit ambiant proche de l'église (considéré comme non impacté par le bruit).

Le rapport de contrôle acoustique (réf 23-22-60-00199-02-A-FGU) du 27 octobre 2023 transmis postérieurement à la visite conclut toujours sur un dépassement des émergences de bruit en période nocturne (6,5 dB(A) > 4 dB(A)).

Ce constat indique le non-respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Il fera l'objet d'une proposition de sanctions administratives.

Observations :

Malgré une émergence toujours non-conforme chez un riverain, le rapport de contrôle acoustique souligne également que "les travaux réalisés ont donc permis de réduire significativement l'impact sonore de l'entreprise."

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Propreté

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

(...)

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,

Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues,, sont mis en place en tant que de besoin.

Constats :

La visite du site et des routes d'accès n'ont pas montré un manque de propreté. En particulier, la route desservant l'usine, et traversant le centre-ville, n'était pas anormalement salie par des

poussières issues de l'usine.
Aucune suite n'est proposée.

Observations :

L'inspection souligne que l'exploitant doit maîtriser les transports de matériaux qu'il effectue quotidiennement pour son fonctionnement (réception des argiles, évacuation des casseaux). Cette remarque fait suite à un signalement récent de riverains concernant la chute d'un morceau de brique dans le centre-ville.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

- Nappe phréatique : 18 000 m³
- Réseau public : 2 000 m³

Constats :

L'exploitant réalise des prélèvements d'eau dans le réseau d'eau potable (essentiellement pour des besoins sanitaires) et dans un forage présent sur le site.

Les eaux du forage servent principalement pour les besoins du process:

- humidification des argiles dans un malaxeur avant extrusion
- préparation des "engobes", par le mélange en phase aqueuse d'une finition colorée dans une cuve de mélange

La déclaration GERE pour l'année 2022 précise des volumes d'eau prélevés de 10 884 m³ pour le forage, et 2 890 m³ pour le réseau d'eau potable.

L'exploitant a précisé en visite que l'eau du réseau ne servait plus pour le process depuis 2012. En visite, la vanne permettant l'envoi d'eau potable vers le process était fermée.

Toutefois, l'exploitant n'a pas informé le préfet d'une augmentation des prélèvements en eau potable par rapport à son arrêté préfectoral fixant un seuil de 2 000 m³. Cet écart devra être justifié, d'autant que ce volume fluctue notablement d'une année sur l'autre et interroge sur l'absence réelle d'usage industriel non déclaré.

Le volume global de prélèvement reste toutefois cohérent vis à vis des années précédentes (2022: 13 774 m³, 2021 : 15 463 m³, 2020 : 12 371 m³).

L'exploitant dispose d'un ratio interne de consommation d'eau par tonnes de briques fabriqués. Ce ratio est de 57 pour l'usine de Saint Martin des Fontaines, et serait de 129 pour la moyenne des usines françaises. L'exploitant n'envisage pas de nouvelle optimisation de ses consommations, mais il manque de lisibilité des usages sur les postes de fabrication par manque de compteurs supplémentaires. L'exploitant transmettra un retour d'expérience de ce ratio, avec si possible un historique montrant ou non des améliorations.

La valorisation des eaux pluviales imposée à l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral devra être mise en place. À défaut, un argumentaire technico-économique devra être produit avec une demande de modification de cet article.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 7.2.1

Thème(s) : Autre, Aménagement

Prescription contrôlée :

ARTICLE 7.2.1. ACCES ET CIRCULATION DANS L'ETABLISSEMENT

(...)

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.

Constats :

Lors de la mise en place d'un des sonomètres en limite du site, à l'angle Nord du site derrière les stocks de palettes, l'inspection a constaté que la clôture comprenait un portail piéton d'accès vers le terrain d'une habitation voisine.



L'exploitant semblait ne pas connaître l'existence de ce portail qui ne devrait pas exister.

Cet endroit étant tout de même clôturé, et le portail correctement fermé par des liens, l'inspection ne propose pas de suite mais demande à l'exploitant si une action corrective est nécessaire.

Type de suites proposées : Susceptible de suites